

La prédation de Djibouti-Télécom s'accélère P.2



Actualités Internationales

Assassinat du président haïtien P.10



Actualités Nationales

Meurtre d'un pasteur nomade à Warabaley, en banlieue de Djibouti-ville P.4

20 autres luxueuses villas à Haramouss, Djibouti-ville P.7

Actualités Régionales

Éthiopie : Le parti du Premier ministre gagne les élections P.8

Motos à l'énergie solaire : un outil écologique pour combattre le braconnage en Afrique P.9

La prédation de Djibouti-Télécom s'accélère



Dans un communiqué de presse daté du 11 juillet 2021, la dictature d'Ismail Omar Guelleh "annonce l'ouverture du capital de Djibouti-Télécom". Il est notamment écrit : "Le gouvernement de la République de Djibouti a adopté lors du conseil des ministres de ce jour un projet de loi encadrant les cessions, partielles ou complètes, des participations de l'État dans le capital des entreprises publiques. Dans ce contexte, le gouvernement annonce l'ouverture du capital de l'opérateur national historique Djibouti-Télécom aux investisseurs privés. L'État proposera une part minoritaire et significative de son actionnariat à

un partenaire stratégique de premier plan. Cette ouverture du capital de Djibouti-Télécom est un signe fort et supplémentaire de la volonté du gouvernement de mener une politique volontariste de modernisation de l'économie du pays, d'accroître la compétitivité globale et d'optimiser la gouvernance et la gestion des entreprises publiques". Voilà pour les mots.

Sur les actes, il y a beaucoup à dire. Commençons par un bref état des lieux de Djibouti-Télécom. D'abord, la société d'État est née de la séparation de l'entité poste et télécommunications de Djibouti (OPT) en 1998, sous l'impulsion d'un certain

Ismail Omar Guelleh en marche accélérée vers la succession dynastique de son oncle Hassan Gouled Aptidon. Les télécommunications sont devenues Djibouti-Télécom, entraînant la disparition de la Société des télécommunications internationale de Djibouti (STID). La poste de Djibouti, elle, s'est retrouvée seule, dépendante des subventions de Djibouti-Télécom. Ajoutons que le secteur de la poste et des télécommunications a été modernisé par le premier directeur général djiboutien de l'OPT, Youssouf Ali Chirdon, devenu plus tard, dans les années 1980, ministre de l'intérieur chargé de la poste et des télécommunications. Ce juriste était l'un des rares diplômés djiboutiens de l'université d'avant-indépendance et s'était, par une formation d'inspecteur de la poste et télécommunications, spécialisé dans ce secteur. La vision d'avenir, les investissements porteurs tels que les câbles sous-marins ou la formation des cadres, c'est lui. Au moment où, en 1998, soit dix ans après la disparition brutale de Chirdon, Ismail Omar Guelleh s'y intéresse à des fins inavouables, les télécommunications sont déjà un secteur prospère.

Malheureusement, depuis son en-

trée en service en 1999, Djibouti-Télécom a peu contribué à l'amélioration des conditions d'existence des Djiboutiens. C'est qu'elle est devenue la vache à lait du pouvoir en place, particulièrement du dictateur Ismail Omar Guelleh et de sa petite famille. Les marchés injustifiés, les fausses factures et autres salaires fictifs sont régulièrement pointés du doigt. Surtout, des pans entiers de l'activité de Djibouti-Télécom ont été soustraits à la société d'État et offerts à des membres de la petite famille du dictateur. La fourniture d'internet à la base militaire américaine qu'abrite le Camp Lemonnier est l'un de ces pans. Selon nos informations, elle rapporte 80 millions de francs Djibouti par mois à la fille Fatouma-Awo Ismail Omar et à son scandale ambulant de mari Tommy Tayoro. La sous-activité D-Money en serait un autre et irait à l'autre fille Haibado d'Ismail Omar Guelleh.

Aujourd'hui, il s'agit purement et simplement d'accaparer pour de bon Djibouti-Télécom sous couvert de "modernisation avec un partenaire international". Les poches pour cet accaparement déjà prêtes. L'une d'elles est une société dénommée Afrifibre. Récemment créée, elle est dirigée par l'ancien directeur géné-

ral de Djibouti-Télécom, Abdourahman Mohamed Hassan dit Din. Nos informations le présentent comme un prête-nom intéressé de la famille dictatoriale. AfriBre viserait à capter 80% des recettes Internet que Djibouti-Télécom tire de sa clientèle juteuse (les entreprises). L'autre poche serait en cours de création et aurait pour gérant un autre ancien directeur général de Djibouti-Télécom, Idriss Ismail Aouled. Elle viserait le créneau juteux des Big Data. Quant au partenaire étranger dit de premier plan, ce serait la caution internationale intéressée de cet accaparement de Djibouti-Télécom. C'est dire si ni les usagers djibou-

tiens, ni le développement national ne gagneront à cette affaire. En guise de modernisation des télécommunications, c'est une prédation à une plus grande échelle de l'opérateur national qui se prépare.

Du reste, s'agissant de la modernisation, Djibouti-Télécom n'est pas à la traîne : elle dispose d'un capital humain de qualité et d'équipements de pointe. L'entité demande juste une gouvernance digne de ce nom qui la tire encore vers le haut dans l'intérêt des Djiboutiens et de Djibouti. Et cela, le dictateur et prédateur Ismail Omar Guelleh n'en veut pas.

Meurtre d'un pasteur nomade à Warabaley, en banlieue de Djibouti-ville



Selon les témoignages et autres informations concordants recueillis par La Voix de Djibouti (LVD), un pasteur nomade d'origine somalie a été assassiné à coups de pierres mercredi 30 juin 2021 vers 17 heures. Il a été tué au quartier Warabaley de la banlieue Balbala de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville. Apparemment, il aurait été visé par plusieurs personnes d'origine afare, en raison de son appartenance communautaire.

La victime s'appelait Omar Ali Aden et laisse une famille d'au moins sept enfants. Au moment du meurtre, il était en visite à Warabaley, chez des

membres de sa famille demeurant au quartier.

Dans la foulée de ce crime, les forces de l'ordre ont bouclé Warabaley et procédé à de nombreuses arrestations visant la communauté afare locale. Même si certaines sources parlent de Somalis également arrêtés.

L'affaire a provoqué une émotion souvent sélective. Beaucoup ont réagi selon leur appartenance communautaire, surtout sur les réseaux sociaux. Les uns se sont bornés à dénoncer les arrestations ciblées qui ont suivi le meurtre, les autres se sont contentés de condamner le

meurtre d'une personne innocente. Ceux qui ont fait preuve de citoyenneté, dénonçant à la fois le meurtre et les arrestations aveugles ciblant toute une communauté étaient bien moins nombreux. Ce n'est pas bon signe au regard de la construction nationale.

Cependant, la justice s'est saisie de l'affaire et l'instruction suit son cours. Il faut espérer qu'elle sera impartiale.

Devant cette situation qui interpelle, le PRD devenu MRD, le plus ancien parti djiboutien d'opposition, a réagi avec hauteur et responsabilité. Il a notamment déclaré : "Face à cette situation, notre réaction est simple : place au bon sens. La justice doit

calmement et objectivement faire son travail pour identifier le ou les auteur (s) du crime, les mobiles qui l'ont ou les ont animé (s) et le ou les punir selon la loi. Ce, dans le respect évident de la présomption d'innocence. Cette affaire ne doit faire l'objet d'aucune instrumentalisation, politicarde ou non. Toutes les personnes arrêtées en raison de leur seule appartenance à la communauté afare doivent, sans délai, retrouver la liberté. Aucun Somali ne doit être visé pour son appartenance ethno-clanique. Ce pays a besoin d'une réflexion saine et d'un rassemblement actif, non d'une émotion à relent divisionniste".

20 autres luxueuses villas à Haramouss, Djibouti-ville



Toujours à Haramouss, notre attention est encore retenue par vingt autres villas luxueuses rapidement sorties de terre. Nous apprenons qu'elles ont été construites en copropriété par un membre masculin de la famille dictatoriale et Salam Bank dont le nom a déjà été évoqué dans des éditions de notre émission sur les biens douteux de la famille dictatoriale. Nous apprenons également que ces villas ont toutes été vendues à 80 millions de francs Djibouti chacune, sauf deux que le membre de la famille dictatoriale a décidé de garder.

D'où nos questions au dictateur Ismaël Omar Guelleh, à sa famille et à son gouvernement. Est-il vrai que ces 20 villas ont été construites pour un membre masculin de la famille dictatoriale et Salam Bank ? Si oui, de quel membre masculin s'agit-il (fils ou père), avec quel argent ce membre a-t-il investi dans ces villas ? Quels bénéfices a-t-il tirés de leur vente ? Quels loyers lui rapportent les deux villas qu'il a gardées ? Combien de francs Djibouti d'impôt foncier a-t-il versés au fisc au titre du dernier exercice fiscal ?

Éthiopie : Le parti du Premier ministre gagne les élections



En Éthiopie, la Commission électorale nationale a annoncé les résultats des élections législatives et locales du 21 juin 2021. Elle l'a fait samedi 10 juillet 2021. C'est le Parti de la Prospérité (PP) du Premier ministre Abiy Ahmed Ali qui en est sorti victorieux. Il a gagné 410 des 436 sièges, soit une très large victoire.

“Ces élections seront considérées comme historiques”, a déclaré le Premier ministre samedi soir dans un communiqué publié sur Twitter. Le dirigeant de 44 ans a ajouté que son Parti de la prospérité (PP) était « heureux d'avoir été choisi par la volonté du peuple pour administrer

le pays ».

Cependant, l'opposition dénonce certaines irrégularités. Ainsi, le chef du parti les Citoyens éthiopiens pour la justice sociale (Ezema), Berhanu Nega, a affirmé avoir saisi la justice suite à des blocages d'observateurs dans la région d'Amhara et dans la région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud.

Rappelons que les élections se sont déroulées dans sept des dix régions fédérées que compte l'Éthiopie. Le Tigré ainsi que les régions somalie et Harar n'ont pas pris part aux scrutins pour cause de guerre et, apprend-on, pour des raisons d'ordre organisationnel.

Motos à l'énergie solaire : un outil écologique pour combattre le braconnage en Afrique



Les motos électriques développées par le constructeur CAKE de motos électriques, basé à Stockholm en Suède, sont attendues entre juin et juillet 2021 pour être testées en Afrique du Sud. Et parce que les motos électriques sont largement silencieuses, elles permettront aux gardes anti-braconnage de se déplacer avec beaucoup plus de furtivité que sur les motos normales et de changer la donne. Le modèle Kalk AP (AP signifie anti-braconnage en anglais) est basé sur les motos électriques classiques de CAKE, a indiqué Klara Edhag, une chef de marque de la compagnie. Mais il y a des modifications cruciales. Elles incluent des roues épaisses, de hauts garde-boue faits de plastique recyclé, des panneaux solaires et un chargeur électrique portable pour recharger la moto. Un nombre de ces motos ont été fabriquées en consultation avec la direction du collège sud-africain pour la faune sauvage (SAWC en anglais). Le collège est situé à côté du célèbre parc sud-africain Kruger National Park qui a vu l'an passé 245 rhinocéros blancs tués pour leurs cornes et 16 éléphants abattus pour leur ivoire, selon les chiffres officiels. (...) La moto silencieuse et sa batterie de quatre heures d'autonomie assureront aux gardes anti-braconnage l'effet de surprise. Les moteurs classiques à pétrole, en plus d'engloutir des milliers de litres de fuel par an pour les patrouilles, peuvent être entendus à des kilomètres et alerter précocement les braconniers. Source : [Solar-Powered Motorbikes: Climate-Friendly Tool to Fight Poaching in Africa](#)

Assassinat du président haïtien



Le président de la République de Haïti, Jovenel Moïse, a été assassiné dans sa résidence du Port-au-Prince vers 1 heure du matin, dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 juillet 2021. Il a été tué par balles par un commando de mercenaires à majorité colombienne. Pour s'introduire dans la résidence, les hommes se seraient fait passer pour des agents de l'agence américaine anti-drogue et auraient ensuite neutralisé les policiers de faction.

La police haïtienne a affirmé avoir arrêté 21 personnes parmi lesquelles 18 Colombiens et trois Haïtiens dont deux détenant aussi la nationalité américaine. Bogota a confirmé

qu'une grande partie des hommes arrêtés étaient d'anciens membres de son armée. Les anciens militaires colombiens sont, en raison de leur expérience de décennies de lutte contre les guérillas et le narcotrafic, des mercenaires prisés.

C'est un ressortissant haïtien, Christian Emmanuel Sanon, un homme qui aurait des "objectifs politiques", arrêté dimanche 11 juillet 2021, qui est accusé d'avoir recruté le commando de tueurs. Âgé de 63 ans, cet Haïtien basé en Floride, aux États-Unis d'Amérique, serait arrivé dans le pays en juin "à bord d'un avion privé" accompagné de ressortissants colombiens. Son but initial : "pro-

céder à l'arrestation du président de la République", selon Léon Charles, directeur de la police nationale haïtienne. La police haïtienne a aussi évoqué deux autres mystérieux "auteurs intellectuels" sans donner de précisions.

Sanon, cerveau présumé de l'assassinat du président Moïse, est un médecin qui se présente comme un leader pour Haïti dans un compte Twitter portant son nom. Dans plusieurs vidéos postées en 2011 sur une chaîne YouTube à son nom, il critique le pouvoir haïtien.

Jusqu'ici, cependant, la question du financement de cette opération criminelle n'a pas encore de réponse. Qui a, en effet, financé tout cela ? Christian Emmanuel Sanon n'a pas

de ressources connues : il s'est placé en situation de faillite selon le Miami Herald et n'avait pas le droit d'exercer la médecine en Floride.

Par ailleurs, Bogota enquête sur plusieurs déplacements en Colombie de Dimitri Hérard, le chef de la sécurité du président Jovenel Moïse. Il fait partie de responsables convoqués au parquet de Port-au-Prince après la facilité apparemment déconcertante avec laquelle des tueurs ont assassiné le chef de l'État haïtien. Il s'est rendu à plusieurs reprises en Équateur, au Panama et en République dominicaine, via la Colombie entre janvier et mai 2021, et la police colombienne vérifie actuellement les activités auxquelles il s'est livré dans ces pays.

LE CHANT DES PARTISANS

ANNA MARLY

*Ami entends-tu
Le vol noir des corbeaux
Sur nos plaines.
Ami entends-tu*

*Les cris sourds du pays
Qu'on enchaîne,
Ohé partisans
Ouvriers et paysans*

*C'est l'alarme!
Ce soir l'ennemi
Connaîtra le prix du sang
Et des larmes*

*Montez de la mine,
Descendez des collines,
Camarades.
Sortez de la paille*

Les fusils, la mitraille,

Les grenades.

Ohé! les tueurs

A la balle et au couteau

Tuez vite!

Ohé! saboteurs

Attention à ton fardeau

Dynamite

C'est nous qui brisons

Les barreaux des prisons

Pour nos frères.

La haine à nos troussees

Et la faim qui nous pousse,

La misère.

Chantez compagnons,

Dans la nuit, la liberté

LE CHANT DES PARTISANS

ANNA MARLY